

## **Reconnaissance réciproque au-delà de l'universalisme**

*Gianni Vattimo*

En principe, notre Académie paraît destinée à favoriser le dialogue, la discussion, l'échange des points de vue, non seulement pour des raisons "institutionnelles", pour ainsi dire, en tant qu'"Académie" et non, par exemple, en tant que parti politique ou société à but lucratif, tout ceci afin de préparer des accords entre parties, des modes d'unification, d'harmonie, etc. Or, d'après ce qui nous est donné de voir tous les jours autour de nous, c'est exactement ce but qui mériterait d'être mis en doute et critiqué, toujours bien évidemment d'une manière "académique". Mais jusqu'à quel point, si les voix qui se prononcent chaque fois plus en faveur du dialogue, de la compréhension réciproque des cultures et des civilisations sont exactement celles qui, sous divers aspects — économique, politique, social —

travaillent contre ces mêmes idéaux “humanistes” qu’elles font mine de promouvoir?

Ce point de départ me semble toujours plus inéluctable, et mérite de constituer une étape décisive dans l’histoire d’institutions comme la nôtre. Nous sommes comme des (anciens) jeunes qui ont muri et ne se sentent plus à l’aise dans l’état d’esprit qui les avait poussés à s’engager dans l’activité “académique”. C’est un peu ce que chantent les vers de Brecht: “Was sind das für Zeiten, wo / Ein Gespräch über Bäume fast ein Verbrechen ist. / Weil es ein Schweigen über so viele Untaten einschließt!” (“An die Nachgeborenen”), et qui donne en français: “Que sont donc ces temps où / Parler des arbres est presque un crime /

**212** Puisque c’est faire silence sur tant de forfaits!”

Nous n’avons jamais pensé de parler (seulement) d’arbres (quoique aujourd’hui même un discours de ce genre peut paraître révolutionnaire, voire “terroriste” face aux destructions de la nature provoquées par l’économie capitaliste); mais, tout de même, nous nous considérons toujours à l’intérieur du cadre “démocratique”, ou “occidental”, c’est à dire, au fond, “atlantique”. Comme beaucoup d’intellectuels “progressistes”, pris au sens large, nous avons toujours été bien vus, ou du moins tolérés par la presse dite “indépendante”, par tout l’establishment du “monde libre”. Nous n’avons jamais ni cherché ni aimé le Washington consensus mais, en fait, nous en avons joui: postes dans les universités, subventions académiques de tous genres, etc., privilèges qui ne demandaient aucune trahison de nos principes et qui, tout au contraire, s’accompagnaient du respect

que nous concédait l'establishment qui a toujours besoin d'un environnement de respectabilité sociale. Ce n'est pas la peine de consacrer beaucoup de temps à la description de cette condition, que nombre d'entre nous connaissent bien par leur expérience personnelle. Ce n'est pas exactement la même chose que de jouer le rôle de bouffon de la cour, bien que cela y ressemble... Je parle ici de l'intellectuel progressiste euro-américain, un personnage qui s'est bien détérioré au cours des récentes décennies. Détérioration qui mérite une réflexion attentive, parce que — tout au moins ceci est mon hypothèse — elle ne dépend pas de facteurs subjectifs, mais correspond à des transformations “réelles”, dirait-on, des rapports de classes.

Qu'il s'agisse ou non de rapports de classe au sens “classique” du mot, ce qui paraît mériter notre attention est le fait que beaucoup des alibis traditionnels qui permettaient à l'intellectuel progressiste euro-américain de conserver sa bonne conscience sont en train de disparaître. La crise financière dont souffre l'ordre capitaliste “productif” des années suivant la Deuxième Guerre mondiale a duré au moins jusqu'aux années soixante et a considérablement réduit les “marges” dans lesquelles cette classe intellectuelle survivait assez tranquillement. Pour ne citer qu'un exemple, celui de l'Italie des années 50-60 du siècle dernier, la liberté de la culture était garantie par une sorte de division du travail: la droite plus ou moins démocratique gérait l'économie et la discipline sociale, la gauche était libre de s'exprimer dans les media, dans les journaux (d'ailleurs toujours très peu lus en Italie), et notamment dans toutes les ac-

tivités culturelles subventionnées par l'argent public. Une première crise de cette division du travail s'est produite avec l'apparition de la télévision, comme chacun le sait, parce que celle-ci était un médium plus populaire que la presse écrite. Mais encore aujourd'hui, les télévisions commerciales d'"obédience" berlusconienne (je parle toujours de l'Italie) concèdent beaucoup de liberté, dans leurs programmes, à l'expression du mécontent "populaire", signe que la vieille habitude de laisser un vaste espace à l'intelligensia progressiste dure encore.

214 Comme je le disais, cette sorte de "compromis" politico-culturel ne semble plus tenir. À côté d'autres facteurs, la dissolution du compromis est liée, je crois, à la perte d'efficacité du paradigme de la globalisation. L'intellectuel progressiste a toujours justifié son attitude par des raisons de type pourrait-on dire, "kantien". C'était Kant qui préconisait la naissance (avec la Révolution française) d'une république cosmopolite. Donc, pendant une période que nous avons vécu au cours des décennies passées, la naissance d'institutions "universalistes", en allant des Nations Unies jusqu'à l'Union Européenne, a constitué une sorte d'idéologie voilée sous laquelle se situaient les progressistes et les "productivistes". C'est justement cette idéologie "universaliste" qui fonctionnait pour justifier la globalisation, qui a perdu toute crédibilité ces dernières années et surtout très récemment: la scène européenne et nord-américaine est occupée aujourd'hui par l'affaire *datagate*, les révélations de plus en plus éclatantes de l'activité de surveillance "universelle", au sens littéral du mot, exercée par la

CIA, la NSA et les autres agences du gouvernement américain. Notez que ces révélations sont mises en relation, en Europe, avec les négociations en cours pour la signature d'un traité de libre commerce entre les Etats Unis et l'Union Européenne, traité qui contient parmi ses clauses des normes qui obligeraient les différents gouvernements européens à respecter des conditions souvent en opposition avec leur législation nationale, tout cela pour favoriser le commerce des produits nord-américains (v. *Le Monde diplomatique*, novembre 2013). Cela constitue une forte limitation de la souveraineté des États européens, souveraineté déjà profondément remise en question par toutes les règles budgétaires imposées par l'Union Européenne, d'abord à la Grèce, et plus tard à l'Italie, à l'Espagne, etc. Ces mesures, dites d'austérité, ont beaucoup affecté la qualité de vie de ces pays, en démasquant, pour ainsi dire, l'universalisme qui a légitimé la globalisation. Celle-ci n'a donné jusqu'à présent que des résultats très discutables (euphémisme...), et est considérée comme la véritable responsable de la crise (cfr. L. Gallino, *Il colpo di stato di banche e governi*, 2013). Surtout, on observe en étudiant les statistiques qu'à la suite d'années de globalisation intensifiée, l'écart entre les deux points extrêmes de l'échelle sociale en terme de revenus est devenu énorme puisque de 1 à 20, on est passé de 1 à 200, ou quelque chose de ce genre. La déception de l'intelligensia progressiste, qui avait toujours assuré une certaine harmonie entre l'opinion publique et l'ordre capitaliste, n'est pas seulement dûe à ces aspects d'injustice sociale croissante; il s'agit du fait aussi que la crise écono-

mique réduit en termes réels l'amont des ressources disponibles pour toutes ces activités qui engageaient la "main d'œuvre" intellectuelle.

Comme vous le voyez, cette ébauche d'histoire de la relation entre l'intelligensia "progressiste" et l'ordre capitaliste est très sommaire et peu analytique. Mais il s'agit ici seulement de proposer une sorte d'examen de conscience en nous-mêmes, examen de conscience d'une Académie qui, avec toutes ses spécificités, a été orientée dans le sens général d'un humanisme cosmopolitique, d'un dialogue interculturel et interreligieux. Si le tableau historique que je viens de proposer était recevable, que signifierait-il pour le travail de l'Académie? Je répète que le caractère un peu radical de mon propos est aussi conditionné, et même déterminé par mon expérience "*in partibus infidelium*", c'est à dire dans des institutions "universalistes" telles que l'Union Européenne. C'est là où la dissolution de la foi cosmopolitique d'origine kantienne se ressent le plus. On s'aperçoit, à cause des phénomènes que j'ai tâché de décrire, que l'idée de l'intégration des différents États, économies, etc. qui nous a inspirés pendant longtemps ne suffit plus. Non seulement elle est l'idéologie voilée qui couvre et favorise la survie d'un système capitaliste de plus en plus avide et au fond suicidaire en termes de destruction de qualité de vie, de ressources écologiques, de tissu social; bref, en terme de ce bonheur dont la recherche était considérée comme un des droits humains irremplaçables par les Constitutions révolutionnaires du 18<sup>ème</sup> siècle. Nous ne pouvons plus croire, dans les conditions présentes, que

la réalisation de l'universalité soit le but proposé, l'idéal moral directif. Bien au contraire: s'il y a un idéal moral que l'on peut légitimement proposer à l'homme d'aujourd'hui, c'est exactement l'idéal opposé, avant tout la dissolution critique de toute prétention universaliste. Considérons ceci comme un défi intéressant: comment une Académie qui s'est toujours inspirée des valeurs "humanistes" pourrait ne pas assumer l'universalisme comme une valeur mais comme un problème, un objet de révision critique.

Cette révision critique devrait probablement commencer par une réflexion sur les origines de notre idéal d'universel: jusqu'à quel point l'idéal d'un universel humain, avant de devenir, légitimement, le principe de la revendication des "droits humains" par les révolutions modernes, a été l'effort d'imposer une certaine "humanité" aux autres? Je ne pense pas seulement à l'idée grecque des "barbares"; mais aussi à l'humanisme des débuts de la modernité: l'*Oratio de dignitate hominis* de Pico della Mirandola, écrite la même année que la découverte de l'Amérique par Colombo. A la lumière de ce que nous sommes en train de "découvrir" à propos de la globalisation, cette coïncidence de dates ne devient-elle pas emblématique? A la fin du 15<sup>ème</sup> siècle, il ne s'agissait pas seulement de la "découverte" de l'Amérique — aujourd'hui le moteur principal de la globalisation — mais on était au commencement de la grande économie capitaliste mondiale.

La révision critique de l'idéal universaliste acquiert ici, plus explicitement que jamais, le caractère d'une critique de l'eurocentrisme et du capitalisme, qui en a été toujours

le corrélat. Cela implique que notre idéal dialogique, celui qui nous a guidé dès le début du projet de *Candido* pour la constitution de l'Académie, ne peut plus seulement être une opposition critique de l'eurocentrisme, mais aussi, et plus décidément que jamais, la recherche d'une alternative au système économique dominant dans notre monde. Je souligne que cet élargissement d'horizon que j'envisage ici est devenu possible, voire nécessaire, non pas à cause d'une simple transformation de la théorie; il est une conséquence de ce qu'est devenue, ces dernières années, la globalisation elle-même.

**218** Je ne pense pas proposer l'adoption immédiate de la XI thèse sur Feuerbach. Ni de monter à l'assaut du Palais d'Hiver. Bien plus "académiquement", je pense aussi qu'au nom de la philosophie herméneutique qui a souvent constitué un de nos points de référence, il nous faut partir à la recherche, non pas de ce qui unit, mais de ce qui différencie. Je comprend très bien que dans notre perspective "universaliste", ce que nous discussions étaient surtout les différences. Il s'agit maintenant de les revendiquer plutôt que de rechercher une unité profonde qui les relie. Adopter une attitude différentialiste plutôt que l'idéal du dialogue universalisant nous aiderait à combattre plus décidément la rhétorique qui, souvent de bonne foi, ne fait que soutenir les fausses promesses d'une globalisation totalement asservie aux intérêts de l'économie capitaliste qui nous menace tous.